

Kris Peeters

«Vous savez, ce n'est pas facile d'être centriste»

LE RÉSUMÉ

Kris Peeters rappelle que la taxation sur les **comptes-titres** devra rapporter **245 millions d'euros**.

Il revient sur la politique de **mobilité**: à Anvers et à Bruxelles, la situation est insupportable et **bien pire qu'il y a six ans**.

Candidat **bourgmestre** dans la **Métropole**, il s'inquiète de l'**explosion de la pauvreté**, entre autres chez les jeunes.

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

O n a beaucoup écrit sur la solitude du coureur de fond. Celui qui va seul – par monts et par vaux – avec pour compagnon le bruit de son souffle et celui de sa foulée qui martèle le sol. Ainsi en vint-il du vice-Premier ministre Kris Peeters, en charge de l'Économie au sein de l'équipe gouvernementale. Un husky au milieu d'une meute de loups, un centriste au sein d'un attelage tirant à droite. On ne compte plus le nombre de fois où libéraux et nationalistes flamands ont levé les yeux au ciel en évoquant Kris Peeters «le gauchiste» du gouvernement Michel.

Il sourit. «Moi? Mais je suis un centriste! Nous, au CD&V, on est pour la nuance! Nous sommes des centristes et on n'est ni de gauche ni de droite. Vous savez, je pense que les gens en ont réellement marre des politiques polarisantes. Ils veulent des solutions, ils veulent des compromis raisonnables, ils ne veulent plus de ces vaines surenchères. J'en suis intimement persuadé.»

Voilà donc pour le préambule (centriste).

Kris Peeters est assis, ce jeudi après-midi, tasse de café devant lui. Un dernier verre avant la guerre. Il sait que les heures, les jours à venir, vont être particulièrement ardues. Esseulé au milieu du MR, de la N-VA et de l'Open Vld, il va devoir ferrailer pour arracher «son» dû – la plume que le CD&V

réclame depuis des années pour son chapeau, à savoir davantage de justice fiscale. Or, le Conseil d'État a sévèrement critiqué la fameuse taxation sur les comptes-titres à plus de 500000 euros.

«On doit prendre cet avis au sérieux et on a donné des réponses adéquates au Conseil d'État: il faut éviter des recours devant la Cour constitutionnelle qui invalideraient le mécanisme de la taxation. Je sais bien que certains en rêvent, mais pas moi. On discute et on cherche des solutions.»

Effectivement, la N-VA n'est pas très fan de cette mesure prise dans le cadre plus large des accords de l'été.

«L'accord de l'été prévoit une taxe sur les comptes-titres de 0,15%. Elle doit contribuer à une fiscalité équitable. Elle s'applique uniquement à celui qui détient plus de 500.000 euros en actions, en obligations ou en fonds cotés en Bourse, ce qui signifie que seules les personnes les plus riches seront taxées. Cette mesure doit rapporter 245 millions d'euros.»

Il marque une pause.

Les négociations à venir promettent d'être ardues, d'autant que le CD&V a laissé tomber sa sacro-sainte demande pour une taxation des plus-values en échange de cette fiscalisation des comptes-titres.

Critiques

Régler le cas de la taxation des comptes-titres, moyen d'amener davantage de justice fiscale. Parer, aussi, aux critiques venues de l'université de Gand, ces derniers jours, où le professeur Gert Peersman pointe les carences du gouvernement fédéral en matière de relance économique. «J'ai examiné ses remarques, je peux comprendre ses critiques à l'égard du gouvernement», répond Kris Peeters. «Mais il y a un paramètre qu'il mésestime: c'est le fait qu'en Belgique, la croissance est intensive en termes de production d'emplois. Et c'est le plus important pour moi. On a des pays voisins où il y a certes une croissance de 2% mais où on ne crée pas d'emplois. Nous, en Belgique, on est parvenu avec 1,8% de croissance à être ultra-productif. Et ça, ce n'est pas pris en compte par le professeur Peersman dans ses critiques. Pour le reste, je suis loin d'être le genre de personne à se mettre la tête dans le sable. On sait bien qu'en Belgique, on a l'économie la plus ouverte au monde, qu'en Allemagne et qu'aux Pays-Bas il y a aussi de la croissance. Mais le plus important, encore une fois, c'est que la dynamique qui a été mise en place en Belgique, via nos réformes – comme celle sur le tax shift – est porteuse pour l'emploi.»

Il marque une courte pause.

On lui demande si l'état de l'économie belge est meilleur aujourd'hui qu'en 2014, quand cette coalition a repris en main les clés de la maison au locataire Elio Di Rupo.

«En bien meilleur état», assure-t-il sans marquer l'ombre d'une hésitation. «L'économie

est en bien meilleur état aujourd'hui que quand ce gouvernement a repris les choses en main. Tous les chiffres sont au vert: la Banque nationale, le Bureau du plan, tout le monde dit qu'on va dans la bonne direction. Mais ne comptez pas sur moi pour verser dans l'euphorie ou l'autosatisfaction. Non, on doit poursuivre, il y a encore beaucoup de travail à faire mais on est entré dans un cercle vertueux.»

Chers, les emplois créés?

On lui dit: mais les emplois que vous créez sont très chers, ils sont lourdement subsidiés – encore une critique de l'université de Gand. Il ne lâche rien. «C'est aussi une critique de l'opposition. La FEB par exemple juge, elle, que ces emplois sont moins chers que ce que dit l'opposition. Mais nous entendons et nous disons ceci: nous n'en sommes qu'à la seconde phase du tax shift et une troisième

phase arrive, elle va créer davantage d'emplois que maintenant. Ça veut dire que mécaniquement le coût par emploi créé va chuter. L'emploi créé va devenir de moins en moins cher.» Un pari sur l'avenir, donc.

Il glisse un mot sur le handicap salarial – un autre de ses dadas. «On doit poursuivre le travail à ce niveau-là. On est déjà revenu au niveau de 1996: on doit continuer à résorber le handicap salarial historique antérieur à 1996; on travaille là-dessus avec le Groupe des Dix. Ce gouvernement a organisé un mécanisme pour continuer à diminuer ce handicap salarial historique par rapport à nos pays voisins. Et tout cela s'effectue dans le dialogue. À un moment, je pense qu'on peut critiquer tout ce qu'on veut, mais quand ça fonctionne bien, il faut pouvoir le dire aussi.» Une autre parenthèse sur la baisse de l'impôt des sociétés – autre chantier éminemment sensible

que le gouvernement fédéral doit finaliser dans les jours à venir. «Si je prends la situation de l'impôt des sociétés, on a choisi de réduire le taux à 25% et ça va être réalisé avant la fin de la législature. On veut davantage d'équilibre entre les PME et les grandes entreprises. On veut surtout que cette baisse permette aux PME de se dynamiser. On est dans la phase finale avant la mise en application de cette réforme. Un des points principaux est que cette baisse de l'impôt des sociétés doit être neutre budgétairement.»

Et là, c'est comme s'il se ressaisissait.

«On discute beaucoup de l'impôt des sociétés, etc, mais le plus grand problème auquel nous devons faire face, aujourd'hui, le problème le plus délicat et le plus complexe, c'est le problème de la mobilité. Au sens large: infrastructures, fiscalité et transports publics. On est face à un défi énorme et qui est d'autant

plus compliqué que différents niveaux de pouvoir sont impliqués. Je le dis très calmement: ce que le pays est en train de supporter en termes de coût de la mauvaise mobilité, c'est insupportable.»

«Au niveau fédéral, on doit se concentrer sur les chemins de fer. J'ai pleine confiance en Sophie Dutoit à la SNCB et en François Belot comme ministre de tutelle, les investissements autour de la SNCB vont être activés dans les prochaines semaines. On va faire cela avec les Régions. Au Fédéral, on peut aussi prendre quelques mesures pour stimuler le télétravail, etc, mais il faut être conscient que tout ce qui est politique routière – les embouteillages sur le ring d'Anvers et de Bruxelles, c'est du ressort des Régions.»

Et nous voilà à discuter d'Anvers – là où Kris Peeters est le candidat bourgmestre du CD&V pour les élections de 2018 – pour détrôner Bart De Wever. «La situation d'Anvers? On n'est pas responsable. Idem pour Bruxelles et la Wallonie. Moi, je suis convaincu que le problème le plus urgent de la Belgique aujourd'hui, c'est la mobilité. On est en train de perdre des entreprises. Des entreprises viennent me voir, me disent que pour leurs travailleurs, la situation est devenue insupportable, des travailleurs viennent me voir en me disant qu'ils ne veulent plus travailler à Anvers, par exemple. Qu'ils ne veulent plus passer chaque jour trois heures dans les embouteillages. Ça suffit! Pour le moment, ce n'est pas encore les grandes entreprises qui me contactent, plutôt des PME, mais je suis certain que les grandes entreprises ne vont pas tarder à suivre.»

Paquet mobilité

On fait remarquer que les voitures de so-

ciété plombent toute la politique de mobilité. Il dit: «On a déjà avancé dans un programme de 'cash for cars', qui permet déjà une alternative à la voiture de société. Maintenant, les partenaires sociaux proposent aussi une autre voie: un 'paquet mobilité' sur lequel on va se pencher également. On va en discuter au gouvernement et si on trouve un accord là-dessus, on aura des autres possibilités pour stimuler la mobilité alternative en entreprise. Qu'on puisse à un moment donné poser le véritable choix d'abandonner sa voiture de société sans être pénalisé au niveau salarial. C'est ce à quoi nous voulons arriver.»

-Mais la mobilité est-elle pire qu'il y a six ans?

- «Oui, c'est pire. Vraiment. À Anvers ou à Bruxelles, on n'a pas encore trouvé les solutions pour diminuer les files et les embouteillages. C'est une responsabilité collective. Et je pense que la Mobilité, ça va être un thème de la campagne électorale en 2018 et en 2019.»

Le candidat bourgmestre du CD&V est désormais sur les rails – façon de parler. «À Anvers, nous travaillons essentiellement sur la mobilité, la sécurité, amener davantage d'espaces verts dans la ville. Et aussi à la lutte contre la pauvreté. Il y a une explosion de la pauvreté chez les jeunes à Anvers. Je m'inquiète très fort. Je serai prêt pour la campagne électorale, en tout cas.» Kris Peeters détient désormais une solide carte dans son jeu depuis la fusion des listes entre les socialistes et Groen: c'est le CD&V qui pourrait jouer les «faiseurs de roi», les arbitres, entre le pôle de gauche et celui de droite. «Cette décision de fusionner leur liste entre Groen et sp.a leur appartient, nous, au

CD&V, on a un peu d'expérience concernant les cartels et ça n'a pas toujours été positif. Soit. Je crains surtout qu'en Flandre, on ait une campagne polarisante entre un groupe de gauche et un groupe de droite. Nous, au CD&V, on est pour la nuance. On travaille sur le contenu, sur le fond. On est avec les citoyens, on veut que ce que nous proposons corresponde aux problèmes des gens. On est pratique. Vous savez, ce n'est pas facile d'être centriste mais je pense que la plupart des citoyens ne sont pas d'accord avec la polarisation.»

On termine avec un mot sur la Catalogne alors que le gouvernement belge s'est mis son homologue espagnol à dos pour avoir été un peu trop loin dans ses prises de position pro-catalanes. «Je rejoins ce que Charles Michel a dit. Je pense que la violence n'est jamais acceptable – notamment celle de la police espagnole. Ensuite, on doit stimuler le dialogue interne espagnol. Mais, tertio, on doit surtout bien se garder d'intervenir dans la politique intérieure d'un État membre de l'Union européenne. Je le dis: attention à l'ingérence.»

«À Anvers, l'état de la mobilité est bien pire qu'il y a six ans. C'est insupportable.»